

N. 39

ASSEMBLEE
VOLTALLIGE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 1174.

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1979.

Projet de loi ajustant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1978.

Discussion générale (suite). — *Orateur* : M. Persoons, secrétaire d'Etat à la Communauté française, adjoint au ministre de la Communauté française, p. 1174.

Projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1979.

Vote des articles, p. 1174.

Projet de loi ajustant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1978.

Vote des articles, p. 1176.

Projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1979.

Projet de loi ajustant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1978.

Discussion générale. — *Orateurs* : chevalier de Stexhe, MM. De Kerpel, van de Put, Féaux, J. Humblet, Mme De Backer-Van Ocken, ministre de la Communauté néerlandaise, p. 1176.

Projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1979.

Vote des articles, p. 1181.

Projet de loi ajustant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1978.

Vote des articles, p. 1182.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt) :

Page 1183.

M. Jorissen. — Proposition de loi tendant à modifier le régime d'assurance obligatoire des travailleurs indépendants contre la maladie et l'invalidité.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 1174.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1979.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1978.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Spreker* : de heer Persoons, staatssecretaris voor de Franse Gemeenschap, toegevoegd aan de minister van de Franse Gemeenschap, blz. 1174.

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1979.

Stemming over de artikelen, blz. 1174.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1978.

Stemming over de artikelen, blz. 1176.

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1979.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1978.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : ridder de Stexhe, de heren De Kerpel, van de Put, Féaux, J. Humblet, Mevr. De Backer-Van Ocken, minister van de Nederlandse Gemeenschap, blz. 1176.

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1979.

Stemming over de artikelen, blz. 1181.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1978.

Stemming over de artikelen, blz. 1182.

VOORSTEL VAN WET (Indiening) :

Bladzijde 1183.

De heer Jorissen. — Voorstel van wet houdende wijziging van de regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor zelfstandigen.

PRESIDENCE DE M. BOEY, TROISIEME VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER BOEY, DERDE ONDERVOORZITTER

MM. Bogaerts et De Seranno, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren Bogaerts en De Seranno, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 heures.

De vergadering wordt geopend te 14 uur.

CONGES — VERLOF

MM. Renard, à l'étranger; Lutgen, retenu par d'autres devoirs; De Rouck et Paulus, retenus par des devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la séance de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Renard, in het buitenland; Lutgen, wegens andere plichten; De Rouck en Paulus, wegens beroepspligten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES SERVICES DU
PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES SERVICES DU
PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1978*Reprise de la discussion générale*ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE
DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1978*Hervatting van de algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion des projets de loi relatifs au budget des Services du Premier ministre.

Wij hervatten de behandeling van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van de Diensten van de Eerste minister.

La parole est à M. Persoons, secrétaire d'Etat.

M. Persoons, Secrétaire d'Etat à la Communauté française, adjoint au ministre de la Communauté française. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je désire répondre aux questions relatives à la politique scientifique posées par MM. Leemans et De Bondt.

La première concerne le statut du chercheur qui fut évoqué par M. Leemans.

Dans la déclaration gouvernementale, l'élaboration d'un statut du chercheur figure parmi les objectifs en matière de politique scientifique.

Ce problème a déjà été examiné par les gouvernements précédents et plusieurs mesures ont été proposées. Les décisions les plus récentes, je l'ai rappelé tout à l'heure, tendent, par la remise en mouvement du groupe intercabinets, à favoriser les dispositions qui assureront une meilleure approche et une égalité vraie des droits et des devoirs des chercheurs universitaires, quelle que soit la source du financement de leurs travaux dans les budgets publics.

Une attention particulière sera accordée au problème du personnel logistique de la recherche. Il importe, en effet, d'harmoniser les conditions de carrière des chercheurs des fonds parallèles avec celles du personnel scientifique faisant partie du cadre des universités et de permettre, une fois les possibilités de mandats temporaires épuisées, la poursuite d'une carrière scientifique stable. Des modifications au statut du personnel scientifique des universités ont été suggérées afin de permettre aux chercheurs que les universités désiraient s'attacher de se voir recruter directement dans tous les grades de la carrière et du cadre scientifiques.

Ces mesures devront être étudiées moyennant toutes les concertations nécessaires entre les différents ministères concernés et les institutions susvisées. Leur choix est intimement lié aux structures de financement et de gestion de la recherche universitaire, qu'il s'agisse du rôle du FNRS et de ses fonds associés ou de celui des actions de recherche concertées. Les objectifs sont partiellement réalisés depuis l'instauration des mandats à durée indéterminée auprès du FNRS et de ses fonds associés.

L'extrême disparité des contrats et des sources de financement constitue un obstacle à l'élaboration d'un statut qui tienne compte des réalités.

Nous attendons beaucoup du travail des conseils de recherche afin d'obtenir des données concrètes et complètes à ce propos. Tenant compte de ces données et des structures déjà existantes, le groupe de travail inter-cabinets a repris ses travaux sous l'impulsion du ministre de la Politique scientifique.

Je souhaite leur achèvement pour que le statut du chercheur puisse être défini à la fin de cette année.

M. Leemans a posé une deuxième question relative aux initiatives ministérielles de caractère scientifique.

Il est exact que quinze départements ministériels affectent en gros chaque année plus ou moins 700 millions à des recherches scientifiques intéressant directement la politique du titulaire du département.

Il est vrai aussi que cette décision n'est pas de la compétence du ministre de la Recherche scientifique et qu'elle s'inscrit dans la tradition d'autonomie de gestion des départements, autonomie indispensable à la sauvegarde de l'information scientifique des ministres responsables. C'est un exemple parmi d'autres de la difficulté de la fonction du ministre de la Recherche scientifique qui s'étend, pour l'essentiel, à des départements dont il n'a pas le contrôle et aussi, en dehors même de ce qui est recensé dans son budget de 43 milliards, à des dépenses qui n'en relèvent point.

Quel que soit le souhait que l'on puisse formuler au sujet d'une meilleure coordination des travaux, il faut aussi tenir compte de l'importance de la responsabilité propre de chaque ministre et du droit pour lui d'être informé.

M. De Bondt a posé un certain nombre de questions. Il a eu l'amabilité de prévoir qu'à la plupart d'entre elles, une réponse plus complète puisse être donnée ultérieurement par écrit.

Il s'est étonné de ce que malgré le nombre plus élevé d'étudiants flamands, le financement soit plus important en faveur des étudiants francophones. Encore que cette matière touche plus directement à la compétence d'autres ministres que celui de la Recherche scientifique, je le prierai de noter que le nombre d'étudiants étrangers et d'étudiants de Flandre inscrits dans les institutions francophones est plus élevé que dans les institutions néerlandophones. Ces éléments jouent un rôle et rendent difficile une approche du problème sur la base indiquée.

Par ailleurs, certaines dispositions de la loi du 27 juillet 1971 prévoyant des allocations supplémentaires sont appliquées de façon différente dans les deux parties du pays, le réseau d'enseignement universitaire libre étant plus étendu dans le régime linguistique français que dans le néerlandais. Les facteurs de caractère financier inhérents aux emprunts antérieurs jouent également, ainsi que la manière dont sont calculés les forfaits.

En ce qui concerne le SNR300, on se trouve devant un nouveau cas d'application de la dualité de responsabilité du ministre de la Politique scientifique et de ses collègues. Cette matière sera traitée incessamment par le ministre des Affaires économiques, M. Claes. Chacun sait l'ampleur de l'effort consenti par le pays dans le projet Kalkar. M. Claes exposera le maintien de notre participation, le gouvernement s'étant prononcé à ce sujet, sans préjuger de la position infiniment réservée adoptée à propos du surrégénérateur.

Quant aux questions relatives à la Coopération au Développement, il serait plus adéquat de les poser au ministre chargé de ce secteur. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES SERVICES
DU PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979*Discussion et vote des articles*ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN
DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VOOR HET
BEGROTINGSJAAR 1979*Beraadslaging en stemming over de artikelen*

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor 1979.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir document n° 5-V-1 du Sénat, session extraordinaire de 1979.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie gedrukt stuk nr. 5-V-1 van de Senaat, buitengewone zitting 1979.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

*Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)*

Article 1^{er}. Il est ouvert, pour les dépenses des Services du Premier ministre afférentes à l'année budgétaire 1979 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes	2 007,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital	1 101,4	568,3	511,4
Totaux	3 108,6	568,3	511,4

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)*

Artikel 1. Voor de uitgaven van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1979 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	2 007,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	1 101,4	568,3	511,4
Totaal	3 108,6	568,3	511,4

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000, 2 000 000 et de 1 500 000 francs peuvent être consenties respectivement au comptable extraordinaire des Services de Chancellerie du Premier ministre, au comptable extraordinaire des Services de Programmation de la Politique scientifique et aux autres comptables extraordinaires des Services du Premier ministre. Au moyen de ces avances les comptables extraordinaires peuvent effectuer le paiement des créances ne dépassant pas 50 000 francs.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven*

Art. 2. In afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000, 2 000 000 en 1 500 000 frank verleend worden respectievelijk aan de buitengewone rekenplichtige van de Kanselarijdiens van de Eerste minister, aan de buitengewone rekenplichtige van de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid en aan de andere buitengewone rekenplichtigen van de Diensten van de Eerste minister. Bij middel van deze voorschotten mogen de buitengewone rekenplichtigen de schuldvorderingen betalen die niet hoger zijn dan 50 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le Premier ministre, le ministre de la Fonction publique et le ministre de la Politique scientifique sont autorisés à accorder des provisions aux experts et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de leurs services.

Art. 3. De Eerste minister, de minister van Openbaar Ambt en de minister van Wetenschapsbeleid worden gemachtigd provisies te verlenen

aan experten en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van hun diensten optreden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 100 000 francs pour chacune des sections 31 et 32 et dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social.

Art. 4. Gezien het spoedeisend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen voor elk der secties 31 en 32, achtereenvolgende voorschotten van ten hoogste 100 000 frank en die later zullen verantwoord worden, toegestaan worden aan de rekenplichtige die belast is met de vereffening van de hulpelden en toelagen van sociale aard.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 5. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgesteld door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

— Adopté.

Aangenomen.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses de capital*

Art. 6. Par dérogation aux dispositions contenues dans le dernier alinéa de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés inscrits sous les articles 01.02, 01.03.1 et 01.03.2 de la section 33 du titre II de la présente loi, peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de kapitaaluitgaven*

Art. 6. Bij afwijking van de beschikkingen van de laatste alinea van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de niet-gesplitste kredieten ingeschreven onder de artikels 01.02, 01.03.1 en 01.03.2 van de sectie 33 van titel II van deze wet naar het volgend jaar worden overgedragen onder dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 7. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 200 000 francs pour les recettes et à 80 200 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 200 000 frank voor de ontvangsten en 80 200 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui en ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 8. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Autres dispositions spéciales

Art. 9. Le ministre de la Politique scientifique est autorisé à renoncer, conformément aux engagements unanimes qui auront été pris par les pays membres de l'Agence spatiale européenne, à la récupération des droits et taxes nationaux frappant le prix des travaux et fournitures effectués en Belgique pour ces organisations et dont le paiement a été avancé à charge de son budget et à rembourser à ces organisations en complément à la contribution belge, le montant des droits et taxes nationaux éventuellement payés par elles pour pareils travaux ou fournitures.

Andere bijzondere bepalingen

Art. 9. De minister van Wetenschapsbeleid is, overeenkomstig de enparige verbintenissen van de Lid-Staten van het Europees Ruimteagentschap, gemachtigd af te zien van het invorderen van de nationale rechten en belastingen die toepasselijk zijn op de prijs van werken en leveringen welke België voor die organisaties presteert en waarvan de betaling ten laste van zijn begroting werd voorgeschoten; hij is eveneens gemachtigd aan die organisaties, ter aanvulling van het Belgisch aandeel, het bedrag terug te betalen van de nationale rechten en belastingen die zij eventueel voor dergelijke werken of leveringen hebben betaald.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES SERVICES DU
PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1978

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1978

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des services du Premier ministre de 1978.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor 1978.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 6-V-1 du Sénat, session extraordinaire de 1979.)

— Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie gedrukt stuk nr. 6-V-1 van de Senaat, buitengewone zitting 1979.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustement des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — dépenses courantes, et au titre II — dépenses de capital, du budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1978, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

AJUSTEMENTS	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	142,0	—	—
Réductions	80,2	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires antérieures	25,9	—	—

AJUSTEMENTS	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	32,3	—	—
Réductions	80,7	13,0	12,0
Crédits supplémentaires pour années budgétaires antérieures	0,5	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de titel I — lopende uitgaven, en onder de titel II — kapitaaluitgaven, van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1978, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

AANPASSINGEN	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	142,0	—	—
Verminderings	80,2	—	—
Bijkredieten vorige begrotingsjaren	25,9	—	—

TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	32,3	—	—
Verminderings	80,7	13,0	12,0
Bijkredieten vorige begrotingsjaren	0,5	—	—
— Adopté.			
Aangenomen.			

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1978

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET
BEGROTINGSJAAR 1979

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE
ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1978

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Affaires culturelles communes.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le chevalier de Stexhe. — Monsieur le Président, Madame le Ministre, mes chers collègues, dans le cadre de l'examen du budget des Affaires culturelles communes, je voudrais poser un certain nombre de questions au gouvernement, car je vous avoue ne pas comprendre très bien comment sont réparties les compétences ministérielles dans ce domaine.

Je me demande qui, au sein du gouvernement, s'occupe réellement des Affaires culturelles communes, et si une collaboration et une coordination existent ou sont institutionnalisées entre les ministres responsables des Affaires culturelles, les secrétaires d'Etat aux Affaires culturelles et les comités ministériels de communautés.

En résumé, je voudrais savoir qui fait quoi.

Ce budget est relativement important. J'ai heureusement le plaisir de voir Mme De Backer siéger parmi nous, mais je constate l'absence du ministre de la Communauté française. Quant au secrétaire d'Etat à la Communauté française, il vient de quitter la salle alors qu'il s'agit essentiellement d'institutions se trouvant à Bruxelles.

Comme je ne sais à qui m'adresser, je demande au gouvernement s'il n'estime pas nécessaire d'organiser les responsabilités en ce qui concerne la gestion des aspects communs de la Culture.

La répartition actuelle des attributions gouvernementales, prévoit, ce qui me paraît excellent, que les compétences nationales seraient désormais données aux ministres d'une part et les compétences communautaires ou régionales, à d'autres, à l'exception des ministres de l'Education nationale. Cette répartition est susceptible de clarifier la situation.

Je me demande cependant si, chacun des ministres et secrétaires d'Etat de l'une ou l'autre communauté n'a pas une tendance assez humainement naturelle de se replier davantage encore dans sa communauté, — j'allais dire dans son ghetto, — en excluant tout ce qu'il peut y avoir de commun dans la gestion de la politique culturelle.

Un budget commun important subsiste, nous le savons. Par qui est-il géré ?

J'ai vu que le budget portait les signatures du Premier ministre, des deux ministres et des deux secrétaires d'Etat de nos deux Communautés culturelles. Y a-t-il entre eux une collaboration pour ce qui concerne les aspects nationaux ?

Permettez-moi de prendre un premier exemple qui ne se rapporte pas à une institution nationale : qui se préoccupe du problème, qui me paraît grave, de l'intensification des mesures fiscales en vue d'accentuer le mécénat et la politique culturelle en général ? Cet aspect fiscal des problèmes culturels relève, selon la Constitution et la loi du 21 juillet 1971, du Parlement national, les conseils culturels n'ayant aucune compétence en cette matière. Mais s'occupe-t-on réellement de tel problème et à quel niveau ? Là est la question.

Hier, lorsque nous discutons du projet de loi relatif à la péréquation cadastrale et que je lisais notamment la page 63 du rapport de la Chambre, je constatais qu'un de nos collègues députés, M. Herman, avait déposé des amendements tendant à accorder une évaluation spéciale aux dépenses du patrimoine culturel immobilier de Belgique, matière nationale qui relève de la loi. Le ministre a demandé que ces amendements soient rejetés et je lis dans le rapport : « Le ministre souligne une nouvelle fois qu'il préfère un examen global des problèmes relatifs au maintien du patrimoine culturel immobilier, d'autant plus que la Fondation Roi Baudouin consacre actuellement une étude à ce problème. »

Il est certain qu'en matière d'aménagements fiscaux favorables à la culture, ce n'est pas l'administration des Finances qui prendra l'initiative, mais il est indispensable qu'il y ait des fers de lance, si je puis m'exprimer ainsi, des ministres de la Culture qui, au-delà de leur communauté propre, se préoccupent également de ces problèmes. Et je me demande vraiment si l'on s'en préoccupe.

Il m'est arrivé plusieurs fois d'assister à des réunions d'associations privées relatives à la protection du patrimoine culturel immobilier. J'y voyais heureusement un représentant de l'administration de la Culture néerlandaise et un autre de la Culture française. Mais on sentait mani-

festement qu'il n'y avait entre eux aucune coordination et que leurs préoccupations étaient différentes, alors que, si l'on veut obtenir du ministre des Finances ou du Parlement une modification de la loi fiscale en général, il faut nécessairement que les deux ministres se liguent pour se faire l'écho des préoccupations culturelles, sans attendre que l'initiative vienne du ministre des Finances.

En matière fiscale, je voudrais prendre un autre exemple assez éloquent, surtout si l'on considère ce qui se passe en France. Je veux parler de l'amélioration, qui me paraît nécessaire, du régime fiscal des libéralités faites en faveur des musées.

Je sais que des groupements, notamment la Fédération des Amis des Musées de Belgique, ont rendu visite ces dernières années aux ministres successifs de la Culture qui les ont d'ailleurs fort aimablement reçus. Je regrette toutefois que ces visites aient rarement un résultat positif. Il y a cependant un certain nombre de petits aménagements fiscaux qui seraient normaux et j'attends avec impatience que des initiatives soient prises par les deux ministres.

Je prends quelques exemples. Vous savez que, dans les limites définies par la loi, les libéralités sont déductibles des revenus de la période imposable au cours de laquelle elles ont été faites, à concurrence de 10 p.c. de ceux-ci. Mais il arrive que certains contribuables qui le souhaiteraient ne peuvent, en fait, bénéficier de cette mesure. S'ils ont fait un don en espèces, il est facile de calculer dix pour cent des revenus professionnels qui seraient alors exemptés.

Par contre, quand il s'agit de la donation d'une œuvre d'art importante qui peut dépasser les dix pour cent, la déduction ne se fait pas au-delà des 10 pour cent. Ne serait-il pas simple de prévoir un étalement de ce pourcentage sur plusieurs années ?

De même, l'héritier qui fait don à un musée d'un actif successoral qu'il vient de recueillir est redevable des droits de succession sur cet actif. Est-ce normal ? En ce qui concerne les donations faites en faveur des musées de l'Etat, ces musées sont exonérés de tout droit de succession mais lorsque ces mêmes donations s'opèrent en faveur d'un musée communal — et il en est d'importants dans notre pays, à Anvers, à Liège ou à Bruxelles — les droits existants sont de l'ordre de 6 1/2 pour cent.

En cette période de régionalisation, de retour aux sources, n'est-il pas normal qu'il y ait une certaine assimilation entre la situation fiscale des musées régionaux et celle des musées de l'Etat ?

Il est une autre initiative que je voudrais voir étudier de façon approfondie par les ministres de la Culture : le système adopté dans plusieurs pays, notamment en Grande-Bretagne depuis 1956, en France depuis la loi du 31 décembre 1968, et qui s'appelle la dation en paiement.

Depuis 1972 — M. Giscard d'Estaing était ministre des Finances, M. Malraux ministre de la Culture —, cette loi est d'application en France. Que signifie-t-elle ? Lorsque quelqu'un bénéficie d'un héritage, il peut payer ses droits de succession avec des valeurs culturelles faisant partie de la succession. Cette mesure aboutit à des résultats extraordinaires. Si l'argent liquide ne rentre pas dans la caisse du ministre des Finances, par contre, l'Etat français bénéficie d'une augmentation considérable de son patrimoine car les examens des cas individuels sont effectués par des experts de haute qualité et aboutissent à des estimations modérées. J'ai lu, par exemple, que lors d'une exposition des acquisitions provenant de telles dations en paiement, on pouvait admirer une centaine d'œuvres de grande valeur, entre autres : le portrait de Diderot par Fragonard, une course de taureaux par Manet, un Hélène Fourment par Rubens, le lit d'agonie de Napoléon 1^{er}, le bâton de maréchal du marquis de Contades, un service en argent par Auguste pour le Roi d'Angleterre, la commode du cabinet du Dauphin à Versailles.

Nous n'avons rien de semblable chez nous. Sans doute le ministre des Finances me dira-t-il qu'il a besoin de tant de billets de 1 000 francs au comptant. Mais si, au lieu de percevoir un montant en argent une année, il le reçoit en valeurs, son patrimoine s'en verra augmenté dans des proportions au moins égales, d'autant plus que ces opérations s'effectuent avec les contrôles les plus sévères et souvent au moindre prix.

J'aimerais parler aussi de la TVA. En Belgique, alors que nous devrions être un centre européen des grands marchés mondiaux en matière de vente d'œuvres d'art, on applique une taxe de 16 p.c., alors qu'à Londres ou en Hollande, cette taxe est infime. Aussi, pour vendre ou acheter, les Belges se rendent-ils là où l'on échappe pour ainsi dire à la TVA. Est-ce normal et se préoccupe-t-on de ce problème ?

Mme le Ministre de la Culture ne peut-elle obtenir de ses collègues ayant avec elle la charge de ces problèmes, la préparation d'un dossier complet, permettant au ministre des Finances de présenter un projet de loi réglant la question ?

J'ai appris avec intérêt que M. Lagasse a déposé dernièrement une proposition reprenant l'essentiel de ce que, à titre exemplatif, je viens de vous dire. Il y a là un effort considérable à faire.

Ma deuxième préoccupation est de même nature et se rapporte plus directement au budget des Affaires communes. Il s'agit des institutions communes de la capitale qui sont assez considérables : notamment, la Bibliothèque royale, le Palais des Congrès, le Conservatoire de Musique de l'Etat, la Chapelle musicale Reine Elisabeth, les Musées royaux, l'Institut royal du Patrimoine artistique, le Musée des Beaux-Arts, les Musées royaux d'Art et d'Histoire, le Service national des fouilles. La liste en est imposante. C'est peut-être une erreur de dire qu'il s'agit d'institutions communes de Bruxelles; certes, elles y sont localisées, mais en réalité elles appartiennent au pays tout entier. C'est évident. L'Observatoire, l'Institut royal du Patrimoine artistique sont des institutions nationales. Celui-ci est plus vaste et repose à mon sens sur les épaules des ministres de la Culture. Je me demande finalement si l'addition de toutes les signatures requises pour résoudre le moindre problème posé dans la capitale ne conduit pas finalement à la stagnation et à l'étouffement de ce qui pourrait être fait. Je vois avec plaisir, Madame, que vous semblez m'approuver. Je sais d'expérience que certains collègues, échevins de Bruxelles, rencontrent beaucoup de difficultés dans l'avancement des dossiers relatifs aux monuments qui méritent d'être classés par la Commission royale des monuments et des sites : tel dossier doit être soumis aux deux commissions, aux deux ministres, et ces différents transferts prennent un temps considérable.

Si la situation est bien celle que je décris — et vous paraissent d'accord, Madame le Ministre — n'y a-t-il pas lieu d'y porter remède ?

A l'occasion des dernières réformes institutionnelles, nous avons établi des comités ministériels pour chacun des comités. Qui dès lors, se préoccupera des aspects nationaux ? Le problème se pose de façon cruciale et nous ne pouvons nous permettre de perdre un temps considérable qui nous empêche d'avancer dans ce domaine.

Telles sont, Madame le Ministre, les principales observations que je souhaitais formuler.

Je rappelle à titre exemplatif, un certain nombre d'institutions comme les Musées royaux d'Art et d'Histoire ou encore la salle d'Apamée au Musée du Cinquantenaire. Ils ne dépendent ni de la Culture française, ni de la Culture néerlandaise. Il faut pourtant s'en occuper.

En décembre 1977, vous avez reçu, comme vos collègues ministres, une lettre relative à l'Institut royal d'Histoire naturelle. Cette lettre, je l'ai reçue également.

Ce musée ne dépend pas du ministère de la Culture, mais, je ne sais trop pourquoi, relève du ministère de l'Education nationale. La situation décrite dans la lettre recommandée indiquait qu'une trentaine de personnalités étrangères étaient venues visiter ce musée qui reçoit 100 000 visiteurs par an.

Il s'agit d'un musée assez extraordinaire. Il s'y trouve notamment un troupeau d'iguanodons reconstitués unique au monde. J'étais tellement sceptique devant les affirmations selon lesquelles la pluie s'infiltrait dans le musée que je m'y suis rendu. Le musée n'avait plus reçu la visite d'un ministre depuis, m'a-t-on dit, des années. J'ignore, Madame le Ministre, si depuis la réception de cette lettre vous-même ou un de vos collègues s'y est rendu.

Sur place, j'ai constaté que tous les deux ou trois ans, puisque les toits n'ont pas été réparés, les étages sont successivement abandonnés. Le jour de ma visite, la pluie tombait et les iguanodons du rez-de-chaussée devaient être protégés par des parapluies ou du plastique.

Il n'est donc pas étonnant que trente professeurs étrangers venus admirer ces collections s'émeuvent du spectacle.

Tout cela ne résulte-t-il pas du fait que les ministres et secrétaires d'Etat se replient chacun sur leur propre communauté, ne s'occupent que d'elle et perdent de vue les aspects nationaux des problèmes ?

J'ai pensé, Madame le Ministre, que la discussion du budget des Affaires culturelles communes était l'occasion rêvée de vous poser ces questions. J'espère qu'avec votre collègue de la Culture française et en collaboration avec les comités ministériels constitués, vous pourrez trouver des moyens institutionnels concrets permettant de répondre à cette préoccupation. La conservation du patrimoine national, mobilier et immobilier, en dépend.

La plupart des pays qui nous entourent ont déjà pris un certain nombre de mesures efficaces. Nous sommes vraiment en retard. A l'heure de l'Europe, et étant donné la place qu'occupe Bruxelles dans la Communauté, un effort tout particulier devrait être entrepris. J'espère que vous me répondrez que vous allez vous y attacher immédiatement. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Kerpel.

De heer De Kerpel. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Dames en Heren, bij gelegenheid van de bespreking van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken wil ik in het kort wijzen op het grote, fundamentele, principieel belang van een aantal posten op

deze begroting voor Brussel-Hoofdstad. Sedert de invoering van de cultuur-autonomie krijgt het gemeenschappelijke cultureel erfgoed in Brussel niet meer de aandacht die het verdient.

We hebben lang in een geest van splitsing en van volstrekte wederzijdse autonomie geleefd, wat normaal is in een eerste fase van incubatie van de cultuuraautonomie.

Meer en meer begint men echter in te zien dat te Brussel een cultureel domein bestaat dat gemeen is aan Nederlandssprekenden en aan Fransstaligen. Ik verdedig al heel lang deze stelling omdat ik ervan overtuigd ben dat allereerst hier het substratum gevestigd is voor de pacificatie tussen Vlamingen en Franstaligen in de hoofdstad.

Bovendien kan dit gemeenschappelijk cultureel domein veel ruimer worden gezien dan de paar posten die nu in de begroting voorkomen, ofschoon deze posten niet moeten worden onderschat, Mevrouw de Minister.

Vooral in Vlaanderen beseft men nog altijd niet genoeg dat de subsidiëring aan de Muntscouwburg alleen al een grotere som vormt dan wat de Nederlandse commissie voor de Cultuur aan werkingstoelagen krijgt.

Er bestaat in Brussel aan Vlaamse zijde een net van trefcentra en jeugthuizen, rijksmuziekacademies en academies voor beeldende kunst en waarvan de moeizame oprichting erg veel energie heeft opgeslorpt.

Dit mag aan Vlaamse zijde de aandacht niet afhouden van deze grote posten op de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken.

In dit verband vraag ik of het juist is dat de directeur van de Muntscouwburg eerlang met pensioen gaat en wel op 1 januari 1981. Het zal erg moeilijk zijn om een opvolger te vinden van het niveau en met de verdiensten van de huidige directeur, maar niemand mag het mij euvel duiden te menen dat de nieuwe directeur eens een Nederlandstalige zou kunnen zijn, en waarom niet een tweetalige, laat staan een viertalige.

Het Paleis voor Schone Kunsten staat ook in deze begroting vermeld, maar iedereen kent de ingewikkelde structuur van deze instelling, die reeds veel strubbelingen heeft verwekt, zodat het erg moeilijk is om de globale forfaitaire som te kennen die aan het Paleis voor Schone Kunsten jaarlijks wordt verstrekt. Een aantal VZW's, die in het Paleis huizen, worden immers rechtstreeks gesubsidieerd.

Graag vernam ik hoeveel de totale toelage voor het Paleis voor Schone Kunsten, met inbegrip van de daaraan verbonden VZW's, bedraagt. Graag vernam ik ook — en het is niet de eerste keer of het eerste jaar dat hiernaar wordt gevraagd — waarom de herstructurering van het Paleis voor Schone Kunsten, die reeds zo lang beloofd is, nog steeds op zich laat wachten.

Een belangrijk domein binnen het gemeenschappelijk cultureel erfgoed te Brussel vormen de musea. De meeste ervan komen niet voor splitsing in aanmerking, maar verdienen voluit steun vanuit de beide gemeenschappen.

Ik ben van oordeel dat veel meer voor deze Brusselse musea, die gespreid liggen over de 19 gemeenten, kan worden gedaan dan momenteel het geval is. Er bestaan tal van kleinere musea, die misschien minder bekend zijn, maar niet minder belangrijk, en die momenteel vaak afhangen van de gemeenten, die, gezien hun slechte, deficitaire financiële toestand, moeten besparen op hun budget voor Schone Kunsten. Bijgevolg kunnen ze deze musea niet volwaardig en deugdelijk tot hun recht laten komen.

In sommige gevallen laten de gemeenten deze musea zelfs schromelijk verwaarlozen. Mede met het oog op een herstructurering van de gemeenten, verdienen deze kleinere musea, zoals bijvoorbeeld het Huis der Kunsten in Schaarbeek, het museum Charlier in Sint-Joost-ten-Node, het museum Wiertz enz., meer dan gewone aandacht. Er is trouwens een post in de begroting, onder het nr. 43.01, bestemd voor de subsidiëring van musea die niet van de Staat afhangen. Kan deze post niet worden verhoogd, gelet op wat voorafgaat?

Het komt mij voor dat een aantal van deze musea beter door de Staat zouden worden overgenomen. Dit zou betekenen dat deze musea door de beide cultuurgemeenschappen via de begroting van Gemeenschappelijke Culturele Zaken beter kunnen worden verzorgd, zodat ze beter tot hun recht zouden kunnen komen.

Ik doe dit voorstel tenslotte, Mevrouw de Minister, om aan te tonen dat het gemeenschappelijk cultureel erfgoed te Brussel veel groter is dan men op het eerste gezicht vermoedt en dan blijkt uit deze begroting.

In een verder stadium kan ook worden gedacht aan de overname door de gemeenschap van de dure sportinfrastructuur te Brussel, bijvoorbeeld van de zwembaden waarvan de bouw of de uitbating stilaan de financiële macht van vele gemeenten of andere openbare besturen te boven gaat. Beide gemeenschappen zullen dan voor de keuze staan op deze bifurcatie, op de tweesprong of ze elk van hun kant te Brussel een infrastructuur voor de sport gaan uitbouwen, of leren samenwerken, samen beheren en er ook samen van profiteren.

Ik zie niet in welk voordeel de Vlaamse Brusselaars zouden hebben om ergens een Vlaams Heizelstadion te bouwen in Brussel, ook al gaan er stemmen op in die richting. Wij moeten integendeel een permanente samenwerking tussen de gemeenschappen in Brussel trachten te behouden en te bevorderen.

Terloops merk ik op uit het verloop van de manifestaties in het kader van het Millennium, dat meer dan ooit het tweetalig karakter van Brussel «het Brussels feit» blijkt, mede dank zij de inzet, het enthousiasme en de bijdrage van Vlaamse zijde.

In die geest vraag ik dan ook, Mevrouw de Minister, dat u deze begroting zou willen onderzoeken om te trachten in de toekomst, in de mate van de mogelijkheden die ik heb gesuggereerd, er een verbetering aan te brengen, omdat ik ervan overtuigd ben dat te Brussel het tweetalig karakter altijd zal blijven bestaan en dat het gemeenschappelijk cultureel erfgoed de komende jaren in het kader van de staatshervorming in belang, functie en omvang zal toenemen.

Onlangs zei iemand mij te Brussel: «De Brusselse samenleving is geen doos met witte muizen.» De zegen die deze staatshervorming moet brengen mag geen vloek worden voor deze historische hoofdstad.

Sommigen opperen de mening dat deze stad reeds is gevallen, maar hoe zullen wij dan in deze historische stad blijven leven, waar in een geest van osmose, harmonie, gemeenschapszin, Nederlandstaligen en Frans-taligen samen moeten blijven bestaan? (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. van de Put.

M. van de Put. — Monsieur le Président, Madame le Ministre, Mesdames, Messieurs, je voudrais faire trois remarques à propos de ce budget des Affaires culturelles communes. Ces remarques sont d'ailleurs dans la foulée de celles faites par nos collègues MM. de Stexhe et De Kerpel, quoique d'un ordre différent. La première est une remarque formelle, la deuxième concerne la philosophie générale de ce budget des Affaires culturelles communes et la troisième est un vœu en tant que Bruxellois.

Ce budget a été discuté en commission des Finances de la Chambre alors qu'au Sénat il est discuté en commission des Affaires culturelles, commission qui n'existe pas à la Chambre.

Je ne sais si vous êtes habilitée à me donner la réponse, mais je voudrais vous demander pourquoi, sur ces matières fort importantes et sur un budget qui n'atteint même pas un milliard, il existe un rapport de la commission des Finances de la Chambre, alors que pour le budget des Dotations culturelles, présenté dans cette assemblée il y a trois semaines, il n'y a pas eu le moindre rapport de cette même commission des Finances de la Chambre et que ce budget des Dotations culturelles est quantitativement vingt fois plus important que celui-ci.

Ma deuxième remarque concerne la physionomie générale de ce budget qui, vous le savez, ne varie pas d'année en année. Il est actuellement de 940 millions en dépenses courantes, soit en augmentation de 4 p.c. par rapport à l'an dernier, mais il présente un statu quo en dépenses de capital, soit 37 millions.

Ce budget doit nous rappeler qu'une politique culturelle commune passe d'abord par une définition préalable et essentielle de la politique culturelle de chacune des communautés. Ce n'est qu'ensuite qu'on peut alors songer à une nouvelle politique culturelle commune qui ne serait pas seulement, je l'ai déjà dit l'an dernier, la politique culturelle de Bruxelles-Capitale, mais une politique plus large qui ne s'exprimerait pas uniquement par le canal des quelques institutions culturelles communes qui viennent d'être évoquées.

J'énoncerai ma troisième remarque — et ceci est peut-être un peu contradictoire avec ce que je viens de déclarer — en tant précisément que Bruxellois.

Je me demande si, sans toucher en quoi que ce soit au budget des deux communautés culturelles, il ne faudrait pas, par le canal des budgets des Affaires culturelles futurs, songer, pour l'avenir, à une politique de rencontre entre les deux communautés.

Le secrétaire d'Etat à la Culture, que nous avons entendu tout à l'heure, a écrit des pages brillantes sur la nécessité d'une politique culturelle qui, par son souci d'ouverture, se trouve à la base même d'une meilleure politique économique et sociale. A cet égard, je songe par exemple, à un enseignement plus efficace des deux langues nationales à Bruxelles, en particulier pour les adultes. Ceci rentre probablement dans le domaine de l'éducation permanente. Mais ne faudrait-il pas y songer de façon plus générale par le biais des budgets culturels communs futurs?

Il ne faudrait pas que des politiques culturelles bien définies ne visent finalement qu'à isoler les deux communautés l'une par rapport à l'autre.

C'est en évitant cet écueil qu'on parviendra à faire du budget des Affaires culturelles communes non pas ce «train de déportés», dont parlent

certaines qui se réjouissent de l'exiguïté de ce budget, mais au contraire un embryon de rencontres futures, plus fructueuses et plus humaines. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Féaux.

M. Féaux. — Monsieur le Président, Madame le Ministre, chers collègues, depuis que, dans ce pays, existe l'autonomie culturelle, le budget des Affaires culturelles communes n'a plus qu'une valeur résiduaire. Il ne représente plus que 5 p.c. de l'ensemble des dotations culturelles. Je crois que la diminution en importance de ce budget est une évolution heureuse. Elle a été relativement importante de 1977 à 1978 puisqu'on a soustrait à ce moment du budget les crédits destinés à l'Institut des services communs de la RTB-BRT. Cette année, la diminution n'est pas significative; au contraire, le budget se maintient, il progresse même, comme vient de le rappeler M. van de Put, dans une proportion de plus ou moins 4 p.c. Personnellement, je pense que, dans l'absolu, un budget des Affaires culturelles communes ne devrait plus exister dans ce pays. Dès lors, ne serait-il pas possible, dans cette optique, de transférer progressivement un certain nombre de crédits vers les budgets des communautés culturelles? A ce sujet, je me pose la question de savoir pourquoi les dépenses d'administration pour les affaires culturelles allemandes ne figurent pas dans les dotations accordées au Conseil de la communauté culturelle allemande. La justification donnée à cet égard, par le ministre, et qui figure dans le rapport de M. le député Maystadt me paraît incomplète. En effet, elle indique simplement qu'il n'y a pas lieu de confondre la subvention pour les dépenses d'administration avec la dotation normale du Conseil de la communauté allemande. Pourquoi y a-t-il encore dans ce budget des Affaires culturelles communes une inscription concernant les affaires culturelles allemandes?

Dans la même perspective, n'est-il pas possible de répartir un certain nombre de crédits prévus dans certaines sections de ce budget entre les deux communautés et à charge de leur budget respectif? Je pourrais citer, par exemple, le Service national des fouilles, et l'Orchestre national de Belgique dont les frais de fonctionnement pourraient être mis à charge des deux communautés. Cette mesure — et je reviens à ce que disait M. van de Put — aurait le mérite de contraindre peut-être les deux communautés à coopérer et à collaborer davantage. En effet, les structures de coopération mises en place entre les deux communautés fonctionnent mal ou pas du tout. Il est paradoxal, par exemple, que rien n'existe pour encourager une association culturelle francophone à accueillir un orchestre ou un groupe *folk* de la partie néerlandophone du pays, alors que quantité d'accords culturels existent dans ce domaine avec des pays étrangers.

Je suis personnellement pour l'autonomie culturelle, mais je pense aussi que les deux communautés ne doivent pas se regarder en «chiens de faïence», mais au contraire, favoriser l'échange de leurs richesses culturelles propres. En forçant une progressive disparition du budget des Affaires culturelles communes, nous amorcerions sans doute cette coopération et cette collaboration entre les deux grandes communautés culturelles de ce pays. C'était la remarque essentielle que je voulais formuler.

Ma deuxième question est plus technique et je crois que vous ne pourrez pas y répondre dans l'immédiat, car elle aurait dû trouver sa place en commission. Je souhaiterais néanmoins avoir une réponse écrite dans les jours qui viennent.

Je constate que l'accroissement général du budget des Affaires culturelles communes en 1979 résulte principalement d'une majoration des crédits prévus pour les institutions communes de la capitale, notamment sous l'influence de nouvelles inscriptions, telles celles de Mudra et du Centre de recherche archéologique qui précédemment se trouvaient à d'autres endroits du budget.

Ainsi, le transfert du crédit de 6 millions de Mudra a permis une augmentation relativement importante des crédits affectés au secteur «Relations culturelles internationales» aux articles 33.42 et 33.47. Cette augmentation importante n'est pas justifiée, alors qu'elle concerne, outre le Conseil de l'Europe, d'autres organisations non précisées.

Ces crédits passent respectivement de 2,1 millions à 5 millions et de 2,6 millions à 6,8 millions. Je souhaiterais connaître les organismes qui se cachent derrière cette subvention accrue et pouvoir vérifier s'il ne s'agit pas d'organisations dont les charges de fonctionnement pourraient être davantage prises en charge par les deux grandes communautés culturelles.

Voilà, Madame le Ministre, les remarques que je souhaitais formuler. J'attends une réponse écrite à ma seconde question et pour l'ensemble de ce budget je vous apporte l'adhésion de mon groupe. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Jean Humblet.

M. J. Humblet. — Monsieur le Président, Madame le Ministre, chers collègues, permettez-moi, comme l'a fait M. de Stexhe, de regretter non la présence de Mme De Backer, mais l'absence de son collègue de la Communauté française, d'autant plus que je voudrais, moi aussi, poser une question assez précise. En effet, je ne comprends pas la répartition des compétences en matière de relations culturelles internationales. En tant que responsable au niveau européen d'une organisation culturelle, je reçois chaque année une correspondance d'ailleurs fort aimable, du ministre de la Communauté néerlandaise. Pourquoi pas du ministre de la Communauté française ? Le Sénat devrait connaître la clef de répartition des compétences en cette matière.

Toujours comme l'a dit M. de Stexhe, je suis persuadé qu'un effort supplémentaire devrait être fait dans ce pays pour faciliter financièrement, fiscalement, le mécénat. Certains pays, notamment les USA, ont pu, grâce au mécénat, assurer des réalisations artistiques et culturelles absolument remarquables, parfois d'ailleurs résultant d'expressions de dernières volontés pleines d'humour.

Pour ne pas abuser de votre temps, je ne vous citerai que l'exemple de John Creggar qui a fondé à Chicago la plus importante bibliothèque scientifique des Etats-Unis, voire du monde.

Je voudrais en venir à ce qui subsiste comme compétences nationales ou étatiques en matière culturelle. Là aussi, il convient de faire la part des choses car s'il existe un Etat belge et une histoire de Belgique remontant à cent cinquante années, il n'existe pas de culture belge. J'ai été surpris d'entendre parler, il y a quelques minutes, d'affaires culturelles belges.

En conséquence, il faudrait communautariser certains secteurs qui ne le sont pas encore. Je songe, entre autres, au Service national des fouilles. A ce propos, je voudrais rassurer ceux qui emploient volontiers le mot de ghetto, quand il s'agit des richesses respectives des cultures française, néerlandaise et allemande du pays. Il n'y a pas de culture qui conduise au ghetto. On ne peut accéder à la culture universelle que par la voie de cultures et de langues particulières, spécifiques. Dans notre pays plurilingue et « pluriculturel », il est important de mettre l'accent sur cette réalité et de ne pas maintenir dans un cadre étatique unitaire ce qui, tout naturellement, peut être communautarisé.

Il n'empêche que certaines matières relèvent logiquement, peut-être pour quelque temps encore, de la compétence nationale. C'est le cas des libéralités, des dotations en paiement, du mécénat. Cela paraît assez évident. C'est également le cas du Pacte culturel. Je songe à son application à des institutions qui se trouvent être bruxelloises, par exemple, le Théâtre royal de la Monnaie. Dans ce cas très précis, il convient de respecter un pacte culturel régissant l'ensemble de la Belgique. En ce qui concerne la future composition du conseil d'administration du Théâtre royal de la Monnaie, je voudrais avoir la garantie que les diverses parties prenantes et les instances publiques ayant leur mot à dire à propos de cette institution verront le pacte culturel pleinement respecté. (*Applaudissements sur certains bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister De Backer.

Mevr. De Backer-Van Ocken, Minister van de Nederlandse Gemeenschap. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik dank de verschillende sprekers van deze Hoge Vergadering voor de belangstelling die zij voor deze begroting hebben getoond.

In de eerste plaats is er de vraag van de heer de Stexhe die trouwens werd herhaald door de heer Humblet, hoe precies de bevoegdheden in elkaar zitten en of de twee ministers van Cultuur nog wel verantwoordelijk zouden zijn. Hij alludeerde naar een passage in het regeerakkoord en de besluiten die daarop zijn gevolgd, waarin staat dat er geen vermenging meer zou zijn van nationale bevoegdheden en van communautaire bevoegdheden, behalve in hoofde van de minister van Nationale Opvoeding. Dat was inderdaad bij de aanvang het plan. Toen kwam men tot de conclusie dat het vrij moeilijk was om deze culturele materie die gedurende vele jaren, te weten de hele periode van de culturele autonomie, door de beide ministers van Cultuur samen was behandeld, te onttrekken aan deze ministers. Men kon ze eventueel onder de bevoegdheid van de Eerste minister doen vallen. Maar men zag in dat het de instellingen niet ten goede zou komen en dat het bij de massa bevoegdheden en taken die bij de Eerste minister berusten, precies het druppeltje te veel zou zijn en dat het ten nadele kon uitvallen van de nationale instellingen. Wegens de continuïteit van de machten is inderdaad aan de beide ministers van Cultuur de mogelijkheid geboden om, zoals in het verleden, deze begroting te verdedigen en verantwoordelijk te zijn voor de posten die in deze begroting voorkomen, met name de nationale instellingen, die voor het grootste deel te Brussel zijn gevestigd.

Er is in het verleden inderdaad soms wat te veel aandacht besteed aan de autonome begrotingen of het autonoom deel van een begroting en er is te weinig aandacht gegaan naar het gemeenschappelijk deel.

Ik kan u in elk geval bevestigen dat tussen de twee ministers in kwestie er een goede samenwerking heerst. Terloops wil ik zeggen dat het de ministers zijn en niet de staatssecretarissen die bevoegd zijn voor deze materie. Zij zijn het ook altijd geweest.

Zoals door de heer Humblet zoëven werd gezegd en zoals u ook weet, Mijnheer de Stexhe, zijn alle aangelegenheden die iets te maken hebben met de fiscaliteit, de belastingaftrek en het mecenaat nationaal. Zij behoren tot het gebied van de minister van Financiën. Zoals u ook zeer terecht hebt gezegd, kunnen wij evenwel suggesties doen aan de minister van Financiën. Ik kan u de verzekering geven dat wij deze suggesties herhaaldelijk hebben gedaan maar dat, wegens de budgettaire moeilijke periode, de minister van Financiën vond dat bepaalde inkomsten voor hem belangrijker waren dan eventueel de aangroei van het patrimonium. Er komt misschien een tijd dat de budgettaire noden minder groot zijn en dat men er kan aan denken om, krachtens wetswijzigingen, zowel wat betreft de successierechten als de schenkingen, in een andere mogelijkheid te voorzien.

Wat de BTW aangaat, ben ik het eens dat deze inderdaad in dit land hoog is voor de veilingen. Men is reeds tot de conclusie gekomen dat men eerder schade berokkende aan de Schatkist omdat men een bepaalde zwarte markt in de hand werkte. Dit geldt niet alleen voor veilingen maar evenzeer voor de aankoop van kunstwerken die heel dikwijls gebeuren bij kunstenaars aan huis. Wij zijn in bespreking met de diensten van de minister van Financiën en wij hopen in betere tijden ook daarvoor iets te kunnen bekomen. Over het architecturaal patrimonium hebt u, zoals andere sprekers, terecht opmerkingen gemaakt. Door het feit dat twee koninklijke commissies, dus twee rijksdiensten moesten worden geraadpleegd, hebben sommige beschermingsbesluiten een tijd op zich laten wachten in het Brusselse. Ter zake bestaat er geen wet. Die zaken zijn decretaal geregeld in het Vlaamse land en ook voor Wallonië is daarvoor een speciale reglementering. Maar nog altijd moet in de Ministerraad worden beslist, bij gebrek aan een wet, over de lijst van de te beschermen woningen en monumenten in het Brusselse. Wij hebben aandacht voor dit probleem en zoeken naar een middel om die zaken vlugger te laten opschieten.

De heer de Stexhe heeft gesproken over het Paleis voor Schone Kunsten. Ik zal daar aanstonds op inpikken wanneer ik uitgebreider spreek over dit instituut.

Er werd ook gevraagd hoe zou moeten worden gehandeld wanneer niet wordt gewerkt op basis van collegiale beslissingen tussen de ministers. Tijdens de werkzaamheden over de staatshervorming zal allicht meer aandacht aan dit probleem worden geschonken.

De heer De Kerpel heeft ook gewezen op de moeilijkheden inzake het architecturaal patrimonium. Ik moge hem verwijzen naar mijn antwoord aan de heer de Stexhe.

Ik kan bevestigen dat de heer Huysman, directeur van de Munt-schouwburg, zijn pensioen heeft aangevraagd. De betrekking van directeur is reeds openverklaard in het *Staatsblad*. De kandidaturen worden tot 15 september ingewacht. Ik ben het er volledig mee eens dat het aantal talen dat door de nieuwe directeur wordt gesproken, een doorslaggevend belang zal hebben bij het nemen van de beslissing over de kandidatuur.

Mijnheer de Kerpel, u kent de lijdensweg die het wetsontwerp betreffende het Paleis voor Schone Kunsten reeds heeft afgelegd. Tijdens de regering-Tindemans-I waren de besprekingen reeds ver gevorderd maar telkens wanneer wij na overleg in de regering in staat waren om het ontwerp bij het Parlement in te dienen, viel de regering. Wij zijn als het ware enigszins huiverig geworden om opnieuw een wetsontwerp ter zake in te dienen.

U hebt ook gevraagd hoe groot de werkingstoelage voor 1979 is. Die belooft 22,4 miljoen maar er werd inderdaad al een terugvorderbaar voorschot van 20 miljoen toegekend bij Ministerraadsbeslissing, en waarvoor een wetsontwerp tot regularisatie bij het Parlement zal worden ingediend. Dit heeft iets te maken met het wetsontwerp waarbij de gebouwen zullen worden overgenomen door de Staat. Wij hopen dat vrij snel het wetsontwerp zal kunnen worden besproken. Ik hoop dat dit in het najaar zal zijn, zodat dan tot een duidelijke toestand kan worden gekomen.

Voor de dochterverenigingen is er ook 22,4 miljoen uitgetrokken. Andere verenigingen worden onrechtstreeks gesubsidieerd naargelang van de op touw gezette manifestaties.

In verband met het dossier over de restructuratie kan ik bevestigen dat de laatste versie van het ontwerp van wet volgende week nog eens wordt besproken door de twee kabinetten. Het ontwerp zal nog vóór het reces bij de Ministerraad worden ingediend. De bespreking zal dan in het najaar plaatshebben.

Wat de musea betreft, begrijp ik uw zorg waar u zegt dat meer aandacht aan de kleine musea zou moeten worden geschonken. Ik ben het niet helemaal eens met het overnemen van deze zorg door de Staat. Het is een gemakkelijke oplossing. Wij zijn altijd van de idee uitgegaan dat wat

van lokaal belang is, lokaal moet gesubsidieerd worden. Ik meen dat dit ook voor de kleine musea geldt. Wij moeten ons vooral bezighouden met de musea van nationaal belang waar Brussel zeer rijk aan is en waar het reeds zeer moeilijk is deze op een goede manier te beschermen en te laten werken.

Wat de heer de Stexhe daarstraks als voorbeeld heeft aangehaald is volkomen juist. De toestand is misschien nog slechter in het Museum voor Kunst en Geschiedenis in de Half-Eeuweestpaleizen, waar ook de gebouwen ondanks al onze inspanningen in een erbarmelijke toestand verkeren.

Wat de sportinfrastructuur betreft, wil ik zeker niet pleiten voor een overname door de Staat. Principieel ben ik eerder gekant tegen de rijks-sportcentra. Hier en daar zijn we verplicht geweest, in speciale omstandigheden, deze op te richten. Ik ben veel meer gewonnen voor het subsidiëren van de inspanningen die door de gemeenten worden gedaan. Mijnheer De Kerpel, uw oproep dat men zou moeten leren met de twee gemeenschappen harmonisch samen te leven, vind ik uitstekend. De sport is het aangepaste terrein om te beginnen met deze harmonische samenwerking.

De heer van de Put heeft opmerkingen gemaakt over de bevoegdheden en over het al of niet splitsen naar de gemeenschappen toe. Er is hier een tegenstelling met wat de heer Féaux heeft gezegd. Die vond dat meer en meer zou moeten worden gesplitst. Wij hebben bijzonder ons best gedaan om ervoor te zorgen dat wat nog kon worden gesplitst in dit budget, uiteindelijk in de autonome begrotingen zou terechtkomen.

Met betrekking tot uw vragen over de Duitse Gemeenschap hebt u zelf reeds een antwoord gegeven. Het gaat hier om de administratie die, zoals de personeelsformaties, die afhangen van de ministeries van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en Nationale Opvoeding en Franse Cultuur, ook nationaal worden betaald. Immers het personeelsbeleid wordt nog nationaal gevoerd.

Met de splitsing van de orkesten en met de herstructurering ervan zijn wij al een hele tijd bezig. Dat is niet gemakkelijk. De omroeporkesten zijn gesplitst. Men dacht daarbij ook het nationaal orkest te splitsen. Dat is niet gelukt. Men onderzoekt thans de mogelijkheid tot samenwerking tussen het Muntorkest en tussen het Nationaal Orkest. Misschien gelukken wij in dit opzet. Ik hoop het uit de grond van mijn hart. Wij kunnen niet blijven splitsen zonder dat samenwerkingsvormen worden voorzien.

Hetzelfde geldt *mutatis mutandis* voor de Dienst opgravingen, waar wij dan ook kunnen verwijzen naar het Instituut voor het Kunstpatri-monium. In de huidige stand van zaken hebben wij er misschien voordeel bij sommige zaken niet te splitsen. In bepaalde instituten billijkt het wetenschappelijk karakter immers een nationale aanpak.

U sprak over de mogelijkheden van uitwisseling met Wallonië. U hebt daarin volkomen gelijk en ik zou de woorden kunnen citeren die mijn collega's Hansenne en Dehousse vroeger reeds hebben uitgesproken. Ik denk dat uiteindelijk een cultureel akkoord met Wallonië zich zal opdringen, hoewel het misschien niet in die termen dient te worden gesteld.

Verder spreekt u over Mudra. De toelagen aan de VZW Mudra die vroeger ingeschreven stonden onder sectie 34, worden thans in sectie 31 ingeschreven. Wij waren inderdaad van oordeel dat de VZW Mudra, waar dansonderricht wordt gegeven, geen internationale instelling was, ondanks het feit dat een andere dansschool gesticht door Bejart in Dakar erkend en gesubsidieerd wordt door de Unesco. De verdere details die u over Mudra hebt gevraagd zullen u schriftelijk worden bezorgd.

De heer Humblet heeft nog speciaal onze aandacht gevraagd voor de internationale culturele betrekkingen. Wat hier nog ingeschreven is, zijn de vormen van samenwerking, als het ware de overkoepeling van de eigen activiteiten.

De multilaterale betrekkingen zullen steeds ingeschreven blijven op de gemeenschappelijke begroting, dat veronderstel ik tenminste.

Wat de Muntchouwburg betreft, kent u de moeilijkheden die wij hebben gehad bij de samenstelling van de raad van beheer. Het is juist omdat wij het Cultuurpact wensten toe te passen dat wij zolang moeten wachten op een juiste samenstelling van die raad van beheer. Het is steeds bijzonder moeilijk wanneer verschillende bestuursniveaus, zoals in dit geval de provincie, de stad Brussel en het ministerie hun vertegenwoordigers moeten aanduiden. Uit dat geheel moet dan een juiste vertegenwoordiging komen overeenkomstig het Cultuurpact. Dit is bijzonder moeilijk en wij wachten op de allerlaatste toezegging, namelijk deze van de stad Brussel, om de raad van beheer van de Muntchouwburg te kunnen installeren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor 1979.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir document n° 5-XX-1 du Sénat, session extraordinaire de 1979.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie gedrukt stuk nr. 5-XX-1 van de Senaat, buitengewone zitting 1979.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1979 afférentes aux Affaires culturelles communes des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	940,9	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	37,2	—	—
Totaux	978,1	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven betreffende de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1979 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	940,9	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	37,2	—	—
Totaal	978,1	—	—

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.
Aangenomen.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven*

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement verleend worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, les avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par l'Etat ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 50 000 francs.

Les avances de fonds mises à la disposition du Service des fouilles pourront supporter des dépenses d'un montant maximum de 50 000 francs.

Les avances de fonds mises à la disposition de l'Administration des Arts, Lettres, Education populaire et Jeunesse ainsi que des musées de l'Etat relevant de cette Administration pour l'achat d'œuvres d'art ou d'objets de collection pourront supporter des dépenses d'un montant maximum de 50 000 francs.

Art. 3. In afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de organieke wet van het Rekenhof van 29 oktober 1846 mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel bezoldigd door de Staat evenals voor de betaling van de schuldvorderingen voortvloeiend uit overeenkomsten die 50 000 frank niet overschrijden.

De geldvoorschotten, ter beschikking gesteld van de Dienst voor opgravingen, mogen uitgaven dekken die ten hoogste 50 000 frank belopen.

De geldvoorschotten, ter beschikking gesteld van het Bestuur van Kunsten, Letteren, Volksopleiding en Jeugd alsmede van de Rijksmuseum ressorterend onder dit Bestuur, voor de aankoop van kunstwerken of collectievoorwerpen, mogen uitgaven dekken tot een maximumbedrag van 50 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Les reliquats éventuels des crédits alloués aux différents musées de Belgique pour l'acquisition d'œuvres d'art ou d'objets de collection, pourront être versés, au titre de subventions, aux caisses de ces établissements.

Art. 4. De eventuele overschotten van de kredieten verleend aan de verschillende musea van België voor de aankoop van kunstwerken of collectievoorwerpen mogen als toelagen gestort worden in de kassen van deze instellingen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les allocations de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Art. 5. De vergoedingen wegens begrafeniskosten, alsmede de geboortetoelagen mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 6. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 706 400 000 francs pour les recettes et à 706 100 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 6. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op

706 400 000 frank voor de ontvangsten en op 706 100 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables du département sont désignés par l'indice C.

Art. 7. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen van het departement, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain, jeudi, au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen, donderdag, over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES COMMUNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1978*Discussion et vote des articles***ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE CULTURELE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1978***Beraadslaging en stemming over de artikelen*

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Affaires culturelles communes de 1978.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor 1978.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 6-XX-1 du Sénat, session extraordinaire de 1979.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie gedrukt stuk nr. 6-XX-1 van de Senaat, buitengewone zitting 1979.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustement des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — dépenses courantes, et au titre II — dépenses de capital, du budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1978, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

AJUSTEMENTS	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	9,1	—	—
Réductions	27,2	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	13,1	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	—	—	—
Réductions	4,1	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	0,3	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder de titel I — lopende uitgaven, en onder de titel II — kapitaaluitgaven, van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1978, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

AANPASSINGEN	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	9,1	—	—
Verminderen	27,2	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	13,1	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	—	—	—
Verminderen	4,1	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	0,3	—	—
— Adopté.			
Aangenomen.			

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain, jeudi, au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen, donderdag, over het ontwerp van wet in zijn geheel.

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heer Jorissen heeft een voorstel van wet ingediend houdende wijziging van de regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor zelfstandigen.

M. Jorissen a déposé une proposition de loi tendant à modifier le régime d'assurance obligatoire des travailleurs indépendants contre la maladie et l'invalidité.

Dit voorstel van wet zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera imprimée et distribuée.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Dames en Heren, hiermede zijn wij aan het einde van onze werkzaamheden van vandaag gekomen.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 19 juillet 1979, à 10 et à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 19 juli 1979, te 10 en te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 15 h 20 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 15 u. 20 m.)

1184